ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 8 octobre 1965, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au recrutement et à la formation des candidats officiers de gendarmerie", a donné le 20 octobre 1965 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 8e oktober 1965 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de werving en de vorming van de kandidaat-rijkswachtofficieren", heeft de 20e oktober 1965 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

Le projet a pour objet d'exécuter l'article 4 de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve.

Cet article prévoit le recrutement des officiers de gendarmerie non seulement par la voie du cadre, mais aussi par la formation à l'Ecole royale militaire.

Cependant, le projet tant par son intitulé que par ses dispositions, envisage le recrutement et la formation des candidats officiers de gendarmerie comme s'il ne pouvait avoir lieu que par la voie du cadre.

Le législateur ayant disposé que l'élève qui a suivi avec succès pendant deux années au moins les cours de l'Ecole royale militaire remplit l'une des conditions équivalentes à celles que remplissent les candidats recrutés par la voie du cadre, le Gouvernement ne peut considérer cette dernière voie comme la seule qui soit ouverte aux candidats officiers de gendarmerie.

INTITULE.

Afin de bien marquer que le projet n'exclut pas l'hypothèse prévue par la loi du recrutement par l'Ecole royale militaire, il y a lieu de compléter l'intitulé par les mots "par la voie du cadre".

.../...

PREAMBULE.

Il convient de mentionner dans le préambule les arrêtés que le projet modifie.

Entre les alinéas 3 et 4 du préambule, il y a lieu, en conséquence, d'insérer les alinéas suivants :

"Vu l'arrêté royal du 15 avril 1840 contenant les règlements de l'Ecole militaire, notamment l'article 148, alinéa 2, y inséré par l'arrêté royal du 31 janvier 1961;

Vu l'arrêté royal du 7 février 1957 relatif aux répétitions faites en seconde langue dans les écoles des forces armées et de la gendarmerie, notamment les articles 6 et 7;

Vu l'arrêté royal du 17 décembre 1963 relatif au recrutement et à la formation des candidats officiers de carrière par la voie du cadre, notamment les articles 11, 5°, 24, 25, 26, 27, 31, 39 et 43;".

DISPOSITIF.

Article 1er.

Pour les raisons exposées ci-dessus, sous la rubrique "Observation générale", il y a lieu d'insérer les mots "par la voie du cadre" après les mots "officier de gendarmerie".

.../...

Article 2, 3°.

La disposition en projet donne au commandant de la gendarmerie compétence pour apprécier si le candidat possède les qualités morales indispensables à l'état d'officier.

Cette disposition est contraire au prescrit de l'article 6, alinéa ler, de la loi du ler mars 1958, qui dispose :

"Les qualités morales du candidat sont appréciées par le Ministre de la Défense nationale avant qu'il ne commence sa formation d'officier".

Article 3.

Au § ler, il convient d'écrire : " ... celle qui est prévue ... ".

Article 4.

Cette disposition de portée générale n'a aucun rapport direct avec l'épreuve littéraire et scientifique. Elle trouverait mieux sa place à la suite de l'article 2, dans le groupe intitulé : "Conditions de participation".

La première phrase de cet article devrait être complétée par les mots "... par la voie du cadre".

En outre, dans la seconde phrase, le mot "repris" devrait être remplacé par le mot "indiqué".

.../...

Article 6.

A cet article, les mots "dont question à l'article ler, 1°" sont superflus et peuvent être omis.

Article 7.

Après les mots "officier de gendarmerie", il y a lieu d'ajouter "par la voie du cadre".

En outre, il vaudrait mieux écrire dans la deuxième phrase "ceux qui sont prévus".

+

CHAPITRE II.

Dans le texte français , il y a lieu d'écrire "Chapitre II" et non "Chapitre 2". Cette observation vaut également pour les autres chapitres.

+

Article 11.

Il y a lieu d'écrire après les mots "officier de gendarmerie" les mots "par la voie du cadre".

Article 12.

Suivant l'article ler de la loi du ler mars 1958, il appartient au Roi de déterminer le cycle de formation ainsi que la nature des cours et épreuves. En disposant

.../...

à l'article 12, 1°, que les cours préparent "notamment aux cours universitaires ...",le projet exécute incomplètement la disposition légale et laisse au Ministre le soin de préciser les cours alors que ce pouvoir appartient au Roi.

Au surplus, il y aurait lieu d'écrire "Ecole de candidats officiers de gendarmerie" et de remplacer l'expression "dont question" par le mot "prévus".

+

Le 2° réserve aux seules universités de l'Etat le privilège de dispenser les cours aux candidats officiers de gendarmerie pour l'obtention du grade de licencié en criminologie, alors que l'accent devrait être mis uniquement sur le programme des cours enseignés dans ces universités quel que soit l'établissement d'enseignement supérieur qui les donne.

En conséquence, l'alinéa 1er du 2° devrait être rédigé comme suit :

"2° les cours donnés dans un établissement d'enseignement supérieur et qui font l'objet du programme de licence en criminologie enseigné pendant deux années au moins dans une université de l'Etat".

Article 13.

L'observation faite pour l'article 12, 1°, vaut également pour l'article 13 en raison de l'article 4, 2°, de la loi du 1er mars 1958.

.../...

Article 15.

Cet article détermine la composition du corps enseignant de l'Ecole des candidats officiers de gendarmerie et de l'Ecole d'application de la gendarmerie.

Ces dispositions n'ont qu'un rapport très indirect avec les conditions que doivent remplir les candidats officiers de gendarmerie, et ne déterminent pas avec suffisamment de précision les diverses règles d'organisation et de fonctionnement de ces écoles, alors que le projet abroge l'arrêté du 6 octobre 1951 relatif à la nomination au grade de sous-lieutenent de gendarmerie et à l'organisation de l'Ecole d'application de gendarmerie, dont les articles 19 à 22 avaient trait à ce fonctionnement et à cette organisation.

Cette matière devrait donc être reprise dans un arrêté distinct.

Article 18.

Au § 1er, il convient de remplacer le mot "doubler" par les mots "se représenter".

Article 19.

In fine de cet article, l'expression "dont question" devrait être remplacée par le mot "prévues".

.../...

Article 20.

Au 1°, les mots "suite aux dispositions prévues à l'article 18" devraient être remplacés par les mots "en application de l'article 18".

Article 21.

Ainsi que le Conseil d'Etat l'a fait observer dans son avis L.8556/1 du 14 novembre 1963 ayant trait à un projet d'arrêté royal relatif au recrutement et à la formation des officiers de carrière par la voie du cadre, il serait souhaitable, dans un but d'unification, de rendre les commissions militaire d'aptitude et de réforme compétentes pour les candidats officiers non encore commissionnés.

Article 28.

Les articles 6 et 7 de l'arrêté royal du 7 février 1957 relatif aux répétitions faites en seconde langue dans les Ecoles des forces armées et de la gendarmerie (Moniteur 13 février 1957) précisent les branches dans lesquelles les répétitions de certaines parties de ces cours sont faites.

Le texte du projet remplace cette énumération par une notion tout à fait vague et imprécise, alors que, cependant, l'article 12 de la loi du 30 juillet 1938, concernant l'usage des langues à l'armée, dispose : "Dans chacune des divisions, des répétitions de certains cours à déterminer par arrêté royal, sont données dans la seconde langue" et que l'article 15 rend cette

.../...

disposition applicable à tous les autres établissements d'instruction militaire. L'article devrait donc être complété sur ce point.

Article 29.

Si le Gouvernement se rallie à l'observation faite à propos de l'article 15, il y a lieu de rédiger l'article 29, 1°, comme suit :

"1° l'arrêté royal du 6 octobre 1951 relatif à la nomination au grade de sous-lieutenant de gendarmerie et à l'organisation de l'Ecole d'application de la gendarmerie, modifié par les arrêtés royaux des 4 novembre 1958 et 23 septembre 1959, à l'exception des articles 19 à 22".

Les articles 19 à 22 ainsi maintenus devront être abrogés par l'arrêté royal relatif au fonctionnement et à l'organisation des écoles de gendarmerie.

Le 3° de l'article 29 devrait être rédigé comme suit :

"3° l'article 148, alinéa 2, de l'arrêté royal du 15 avril 1840 contenant les règlements de l'Ecole militaire, y inséré par l'arrêté royal du 31 janvier 1961".

.../...

Article 30.

Ainsi qu'il a été dit dans l'observation générale, la loi donne aux candidats officiers recrutés à l'Ecole royale militaire le droit d'accéder directement à l'Ecole d'application. Les dispositions de cet article devraient être revues en conséquence.

Article 31.

Cette disposition doit être omise dans la mesure où elle méconnaît les droits légalement acquis par les candidats officiers recrutés à l'Ecole royale militaire.

ALGEMENE OPMERKING.

Het ontwerp strekt tot uitvoering van artikel 4 van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren.

Dat artikel bepaalt, dat Rijkswachtofficieren niet alleen langs het kader maar ook na opleiding in de Koninklijke Militaire School kunnen worden aangeworven.

Het opschrift en de bepalingen van het ontwerp zijn echter zo, dat alleen met aanwerving en opleiding van kandidaat-rijkswachtofficieren langs het kader rekening wordt gehouden.

Als de wetgever eenmaal bepaald heeft, dat leerlingen die met goed gevolg gedurende ten minste twee jaar de cursussen van de Koninklijke Militaire School hebben gevolgd, voldoen aan een van de voorwaarden die gelijkstaan met de voorwaarden waaraan langs het kader aangeworven kandidaten voldoen, mag de Regering aanwerving langs het kader niet als de enige beschouwen die voor kandidaat-rijkswachtofficieren openstaat.

OPSCHRIFT.

Om er duidelijk op te wijzen dat het ontwerp de in de wet bedoelde aanwerving langs de Koninklijke Militaire School niet uitsluit, dient het opschrift te worden aangevuld met de woorden "langs het kader".

.../...

AANHEF.

De besluiten welke het ontwerp wijzigt, moeten in de aanhef worden vermeld.

Tussen het derde en het vierde lid van de aanhef moeten derhalve de volgende alinea's worden ingevoegd :

"Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 1840 houdende reglement van de militaire school, inzonderheid op artikel 148, tweede lid, ingevoegd door het koninklijk besluit van 31 januari 1961 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 februari 1957 betreffende de herhalingen gehouden in de tweede taal in de scholen van de krijgsmacht en de Rijkswacht, inzonderheid op de artikelen 6 en 7 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 december 1963 betreffende de werving en de opleiding van de kandidaat-beroepsofficieren langs het kader, inzonderheid op de artikelen 11, 5°, 24, 25, 26, 27, 31, 39 en 43;".

ARTIKELEN.

Artikel 1.

Om de redenen die in de "algemene opmerking" zijn opgegeven, moeten de woorden "langs het kader" worden ingevoegd na het woord "Rijkswachtofficier".

+

.../...

Artikel 2, 3°.

De ontwerp-bepaling geeft de commandant van de Rijkswacht bevoegdheid om uit te maken of de kandidaat "de voor de staat van officier onontbeerlijke morele eigenschappen bezit".

Die bepaling is in strijd met de regel van artikel 6, eerste lid, van de wet van 1 maart 1958, hetwelk bepaalt:

"De Minister van Landsverdediging beoordeelt de zedelijke hoedanigheden van de kandidaat vooraleer deze zijn vorming van officier begint".

Artikel 3.

In de Franse tekst van § 1 leze men :
"... celle qui est prévue ...".

Artikel 4.

Deze bepaling met algemene strekking houdt geen rechtstreeks verband met het letterkundig en wetenschappelijk examen. Zij zou beter na artikel 2 komen, in de tekst onder het opschrift "Deelnemingsvoorwaarden".

De eerste volzin van dit artikel zou na het woord "Rijkswachtofficier" moeten worden aangevuld met de woorden "langs het kader".

In de Franse tekst van de tweede volzin vervange men het woord "repris" door "indiqué".

.../...

Artikel 6.

In dit artikel kunnen de woorden "waarvan sprake in artikel 1, 1°" als overbodig vervallen.

Artikel 7.

Na het woord "Rijkswachtofficier" voege men de woorden "langs het kader" in.

In de Franse tekst van de tweede volzin leze men liever "ceux qui sont prévus".

+

HOOFDSTUK II.

In de Franse tekst schrijve men "Hoofdstuk II" in plaats van "Hoofdstuk 2". Die opmerking geldt ook voor de overige hoofdstukken.

+

Artikel 11.

Na de term "kandidaat-rijkswachtofficieren" voege men de woorden "langs het kader" in.

.../...

Artikel 12.

Volgens artikel 1 van de wet van 1 maart 1958 bepaalt de Koning de opleidingscyclus en de aard van de cursussen en examens. Waar artikel 12, 1°, bepaalt dat de cursussen "inzonderheid een voorbereiding vormen tot de universiteitscursussen ..." geeft het ontwerp onvolledige uitvoering aan de wetsbepaling en laat het aan de Minister de zorg over om de cursussen te bepalen, ofschoon dat zaak van de Koning is.

Bovendien zou moeten worden gelezen "School voor kandidaat-rijkswachtofficieren" en zouden de woorden "waarvan sprake" moeten worden vervangen door "bedoeld".

+

Krachtens de tekst onder 2° hebben alleen Rijksuniversiteiten het voorrecht cursussen te geven om de kandidaat-rijkswachtofficieren in de gelegenheid te stellen de graad van licentiaat in de criminologie te behalen ; de nadruk zou echter alleen moeten vallen op het programma van de daar gegeven cursussen, ongeacht de inrichting voor hoger onderwijs waar zij worden gedoceerd.

Derhalve zou het eerste lid van de tekst onder 2° als volgt moeten worden gelezen :

"2° de cursussen die gegeven worden in een inrichting voor hoger onderwijs en die voorkomen op het programma van het licenciaat in de criminologie dat in een Rijksuniversiteit gedurende ten minste twee jaar wordt gedoceerd".

.../...

Artikel 13.

De opmerking bij artikel 12, 1°, geldt eveneens voor artikel 13, ter wille van artikel 4, 2°, van de wet van 1 maart 1958.

Artikel 15.

Dit artikel bepaalt de samenstelling van het onderwijzend personeel van de School voor kandidaat-rijkswachtofficieren en van de Applicatieschool van de rijkswacht.

Deze bepalingen houden slechts zeer onrechtstreeks verband met de voorwaarden waaraan de kandidaat-rijkswachtofficieren moeten voldoen, en stellen niet met voldoende nauwkeurigheid de diverse regelen betreffende de organisatie en de werkwijze van die scholen, terwijl het ontwerp het koninklijk besluit van 6 oktober 1951 betreffende de benoeming tot de graad van onderluitenant der rijkswacht en de inrichting van de Applicatieschool van de rijkswacht opheft, waarvan de artikelen 19 tot 22 op die inrichting en werkwijze betrekking hadden.

Deze aangelegenheid zou dan ook in een afzonderlijk besluit moeten worden geregeld.

Artikel 18.

In § 1 moeten de woorden "om te doubleren" worden vervangen door de woorden "om zich opnieuw aan te melden".

.../...

Artikel 19.

Aan het slot van dit artikel vervange men de woorden "waarvan sprake" door het woord "bedoeld".

Artikel 20.

In de tekst onder 1° vervange men de woorden "ingevolge het bepaalde in artikel 18" door "krachtens artikel 18".

Artikel 21.

Zoals de Raad van State heeft opgemerkt in zijn advies L. 8556/1 van 14 november 1963 over een ontwerp-koninklijk besluit betreffende de werving en de opleiding van beroepsofficieren langs het kader, ware het wenselijk, met het oog op eenmaking, de militaire commissies inzake geschiktheid en reform bevoegd te verklaren voor de nog niet aangestelde kandidaat-officieren.

Artikel 28.

De artikelen 6 en 7 van het koninklijk besluit van 7 februari 1957 betreffende de herhalingen gehouden in de tweede taal in de scholen van de krijgsmacht en de Rijkswacht (Staatsblad 13 februari 1957) bepalen in welke vakken herhalingen van sommige cursusgedeelten worden gehouden.

De tekst van het ontwerp vervangt die opsomming door een volkomen vaag en onduidelijk begrip, terwijl nochtans artikel 12 van de wet van 30 juli 1938 betreffende

.../...

het gebruik van de talen bij het leger bepaalt : "In elke der afdelingen, worden sommige bij koninklijk besluit te bepalen cursussen in de tweede taal gerepeteerd", en artikel 15 die bepaling toepasselijk verklaart op alle overige militaire opleidingsinrichtingen. Het artikel zou dus op dat punt moeten worden aangevuld.

Artikel 29.

Als de Regering ingaat op de opmerking die in verband met artikel 15 gemaakt is, dient artikel 29, 1°, als volgt te worden gelezen :

"Artikel 29.-

Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 6 oktober 1951 betreffende de benoeming tot de graad van onderluitenant der Rijkswacht en de inrichting van de Applicatieschool van de Rijkswacht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 november 1958 en 23 september 1959, met uitzondering van de artikelen 19 tot 22;

...

...".

De aldus gehandhaafde artikelen 19 tot 22 zullen moeten worden opgeheven door het koninklijk besluit betreffende de werkwijze en de organisatie van de rijkswachtscholen.

.../...

De tekst onder 3° van artikel 29 zou als volgt moeten worden gelezen :

"3° artikel 148, tweede lid, van het koninklijk besluit van 15 april 1840 houdende reglement van de Militaire School, ingevoegd door het koninklijk besluit van 31 januari 1961".

Artikel 30.

Zoals in de algemene opmerking is gezegd, verleent de wet aan de kandidaat-officieren die zijn aangeworven in de Koninklijke Militaire School, rechtstreekse toegang tot de Applicatieschool. De bepalingen van dit artikel zouden dienovereenkomstig moeten worden herzien.

Artikel 31.

Deze bepaling moet vervallen voor zover zij de rechten miskent welke de in de Koninklijke Militaire School aangeworven kandidaat-officieren wettelijk hebben verkregen.

La chambre était composée de

Messieurs :	G. HOLOYE,	conseiller d'Etat,	président
de Heren :		staatsraad,	voorzitter
	G. VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat,	
	F. REMION,	staatsraden,	
	J. ROLAND,	assesseurs de la section de législation,	
	R. PIRSON,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G. DE LEUZE,	greffier adjoint,	greffier
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.H. VLIEBERGH, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.H. VLIEBERGH, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. HOLOYE.